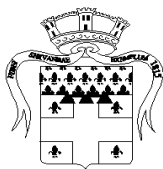


REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT  
DES ALPES-MARITIMES

ARRONDISSEMENT  
DE GRASSE

VILLE D'ANTIBES



## **AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

### **DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION, L'ENTRETIEN ET LA GESTION DU PORT DE PLAISANCE VAUBAN**

#### **SECTION I : AUTORITÉ DÉLÉGANTE**

##### **I.1) Nom et adresse :**

Ville d'Antibes Juan-les-Pins – Hôtel de Ville – Cours Masséna – BP 2205 – 06606 Antibes cedex.

##### **Point de contact :**

DGA Ressource et prospectives – Direction de la Commande publique – Service Activités déléguées  
– 12, place du Général de Gaulle – 06600 Antibes-Juan les Pins – Tél. : 04 92 90 52 76 – Fax : 04 92  
90 54 55 – Courrier électronique (courriel) : [commandepub-act.deleguees@ville-antibes.fr](mailto:commandepub-act.deleguees@ville-antibes.fr).

à l'attention de M. Guillaume BLAIS

##### **Adresse internet :**

Adresse générale de l'autorité délégante : <http://www.antibes-juanlespins.com/>.

##### **Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

DGA Ressources et Prospectives – Direction de la Commande Publique – Service Activités  
Déléguées – 12, place du Général de Gaulle – 06600 Antibes-Juan les Pins.

##### **I.2) Nature de l'autorité délégante**

Commune.

#### **SECTION II : OBJET DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

##### **II.1) Intitulé de la délégation de service public :**

Exploitation, entretien et gestion du port de plaisance Vauban, y compris réalisation de travaux et leur  
financement, dont les principaux éléments sont décrits dans le document définissant les  
caractéristiques quantitatives et qualitatives du service.

##### **II.2) Texte en application duquel la convention est conclue :**

La présente procédure de délégation de service public est soumise aux articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

La procédure de consultation choisie est une procédure ouverte, c'est-à-dire que la Ville adressera le document définissant les caractéristiques des prestations à tous les candidats faisant connaître leur intention de déposer une offre conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat (CE, 15 décembre 2006, n° 298618, Corsica Ferries »).

L'offre déposée au plus tard à la date limite de réception des dossiers fixée à la rubrique IV.4 « Conditions de délai » est une offre initiale.

Celle-ci sera ensuite librement négociées dans les formes prévues aux articles L 1411-1 et suivants du CGCT.

### **II.3) Objet de la délégation :**

La présente délégation de service public a pour objet de confier l'exploitation, l'entretien et la gestion du service public de plaisance portuaire du Port Vauban à un délégataire, y compris la réalisation de travaux et leur financement.

Actuellement, les 1 642 places du PORT VAUBAN, d'une superficie de 460 000 m<sup>2</sup> (320 000 m<sup>2</sup> de plan d'eau et 140 000 m<sup>2</sup> de terre-plein et de quais), se répartissent de la façon suivante :

- 749 places amodiées dont 19 places de très grande plaisance construites dans le cadre d'une concession d'établissement par l'IYCA et 104 construites dans le cadre d'une concession d'établissement avec la SAPA ;
- 337 places publiques ;
- 556 places affectées aux missions d'intérêt général en lien avec la mer.

#### **Durée :**

La durée de la délégation est comprise entre 20 et 25 ans, à compter de la prise d'effet de la convention qui représente une date envisagée au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

#### **Conditions financières :**

L'article L. 1411-1 du CGCT prévoit que la rémunération du délégataire est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service public confié selon le principe de l'exploitation aux risques et périls du délégataire, dont les éléments de rémunération sont précisés dans le document définissant les caractéristiques du service.

S'agissant d'un patrimoine important de la Ville d'ANTIBES JUAN-LES-PINS et des Antibois, la Ville entend valoriser au mieux celui-ci au regard des avantages de toute nature procurés au futur exploitant qui occupera le domaine public portuaire en sollicitant le versement de redevances, notamment celles prévues à l'article L 2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Ces redevances résulteront des offres faites par les candidats. Ces derniers devront intégrer toutes les valorisations résultant notamment des redevances d'occupation perçues par le délégataire, du produit des éventuelles cessions autorisées en application de la réglementation en vigueur, et sur le chiffre d'affaires des exploitations en lien contractuel sous quelque forme que ce soit.

L'exploitant versera également des droits d'entrée liés au rachat de la concession de gestion entre la Commune et la SAEM et à la résiliation anticipée de la concession d'établissement entre la Commune et la société IYCA, ainsi qu'à l'ensemble des investissements non amortis portant sur le périmètre délégué.

Ces modalités sont précisées dans le document définissant les caractéristiques quantitatives et qualitatives du service.

Il est précisé dans les conditions d'exploitation actuelles, que le chiffre d'affaires ressortant exclusivement du compte de résultat de la SAEM du port Vauban est de 7 374 405 € en 2014 et celui de la société IYCA est de 2 294 277 €.

Il convient de préciser que, si les conditions sont réunies, le candidat pourra proposer des garanties d'usage, en précisant dans son offre s'il entend dans ce cas limiter la durée de ces garanties d'usage à celle de la délégation de service public, et les modalités de mise en œuvre de celles-ci.

**Lieu principal d'exécution :**

06600 Antibes.

**Code NUTS :**

FR823.

**II.4) Autres caractéristiques et informations sur la nature et l'objet de la convention :**

Actuellement les 19 places de très grande plaisance sont exploitées dans le cadre d'une convention par la société IYCA. Cette convention sera résiliée à la prise d'effet de la délégation de service public conclue à l'issue de la procédure, et les places seront donc exploitées par le futur délégataire.

L'ambition affichée au travers du lancement de cette délégation de service public est de faire du Port Vauban la référence mondiale en matière portuaire.

Le Port Vauban sera la façade maritime de la technopole de SOPHIA ANTIPOLIS dont il sera le débouché naturel sur la mer Méditerranée. Il prendra également en compte une composante du développement durable, sachant que le Port Vauban est déjà labélisé « Port Propre ».

Il conjuguera donc un très haut niveau de services de nature à contribuer à l'animation et au développement avec les nouvelles technologies de l'information et une exigence écologique et environnementale de pointe.

À cet effet, il appartient aux candidats de proposer leur vision du port du 3<sup>e</sup> millénaire, et notamment les services et équipements portuaires nouveaux permettant l'amélioration de l'exploitation du port et cela au regard du niveau d'exigence fixé par la Commune (donc en matière architecturale, urbanistique, fonctionnelle, écologique, en matière de haute technologie notamment les NTIC, et de haut niveau de service aux usagers).

À ce titre, il proposera à minima :

- la requalification de la zone de carénage ;
- la création d'un yacht club ;
- le confortement des remparts ;
- la révision de l'offre de stationnement ;
- la reprise de l'architecture informatique actuelle et des interconnexions.

Dès lors, il appartiendra au candidat de proposer des ouvrages, bâtiments ou équipements ayant un rapport avec l'exploitation du port, ou de nature à contribuer à l'animation et au développement de celui-ci, en fonction du périmètre géographique de la future délégation de service public, dont au moins l'un sera le périmètre minimal (une offre au moins devra impérativement être réalisée sur ce périmètre). Le candidat aura la possibilité (non obligatoire) de proposer des périmètres étendus.

Par ailleurs, ce projet inclura également une réflexion relative au lancement d'une étude chiffrée d'extension mesurée des infrastructures de très grande plaisance dans le cadre d'une aide à la décision de l'autorité délégante sur les perspectives d'évolution portuaire.

Si l'étude de faisabilité fait ressortir la possibilité de réaliser une telle extension et sous réserve des autorisations administratives et que la Commune décide de sa réalisation, un avenant permettant de réaliser ladite extension pourra être conclu.

Ce projet ne pourra générer plus de 10 % d'accroissement du nombre de places du port, et la durée de la délégation ne pourra dépasser la durée maximale citée à l'article R5314-30 du Code des Transports.

## **II.5) Classification CPV :**

63721000-9 « Services d'exploitation de ports et de voies navigables et services connexes ».

## **SECTION III : CONDITIONS DE PARTICIPATION**

La liste des candidats, dont l'offre sera examinée, sera établie après analyse de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

À cette fin, les candidats devront produire les pièces de candidature mentionnées aux III.1, III.2, III.3 et III.4 ou les documents équivalents.

Les candidats étrangers non établis en France doivent, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.

### **III.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :**

- une lettre de candidature (les candidats mentionneront leur nom et leur dénomination, l'adresse de leur siège social, l'historique de l'entreprise).
- un formulaire DC1, dûment complété et signé.
- un formulaire DC2, dûment complété.
- le pouvoir de la ou les personnes habilitées à engager la société ou le groupement.
- un extrait Kbis ou équivalent datant de moins de 3 mois pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formation des entreprises.
- une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement renseignée dans toutes ses rubriques mentionnant obligatoirement les éléments concernant la situation juridique de l'entreprise. Si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

### **III.2) Capacité économique et financière :**

- Pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement de bilans est obligatoire : les bilans, comptes de résultat et annexes certifiés (feuillet CERFA n° 2050 à 2059-G) ou documents équivalents, des trois derniers exercices (ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à trois ans). Si le candidat est une société filiale, les éléments financiers (bilans et comptes de résultat) devront aussi être fournis par sa société mère.
- Pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement de bilans n'est pas obligatoire : tout document permettant d'établir la capacité économique et financière.
- les attestations d'assurance notamment en ce qui concerne les assurances couvrant les responsabilités civile et professionnelle (précisant le niveau de couverture en euros) dont dispose le candidat ou chaque membre du groupement.

### **III.3) Capacité technique et professionnelle :**

- une déclaration sur l'honneur concernant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans, ainsi que les moyens matériels et équipements techniques dont dispose le candidat pour l'exécution de prestations de même nature.
- un mémoire (document écrit) présentant les capacités techniques du candidat comprenant ses références acquises dans le domaine objet de la délégation ou dans un domaine comparable et/ou toutes autres références ou éléments susceptibles de démontrer son aptitude à recevoir la délégation de service public objet du présent avis (comprenant la liste des principaux services exécutés au cours des 3 dernières années ou depuis la date de création de l'entreprise, en indiquant le montant, la date et le destinataire privé ou public), à assurer la continuité du service public, l'égalité des usagers devant le service public, l'accueil du public pendant la période d'exploitation ainsi que la préservation du domaine.

### **III.4) Lutte contre le travail illégal**

Par ailleurs, afin de respecter les dispositions de l'article 8 du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal, les candidats devront également produire :

- Un formulaire NOTI2 dûment complété.

Les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées peuvent déposer un dossier dans les mêmes conditions que les sociétés existantes. Toutefois, si une société en cours de constitution peut se porter candidate, le projet de création doit être suffisamment avancé pour permettre d'établir les caractéristiques de la future société ainsi que ses garanties professionnelles et financières. Elle devra donc impérativement fournir ses statuts signés. Elle est également tenue à fournir les certificats fiscaux et sociaux exigés. Les attestations à fournir par tous les actionnaires de la société en cours de constitution doivent l'être par tous les actionnaires de la future société, qu'il s'agisse de personnes morales ou de personnes physiques. Dans ce dernier cas, l'attestation fiscale à fournir est celle concernant l'impôt sur le revenu. Enfin, nonobstant la communication de l'attestation fiscale et sociale (le cas échéant celle concernant l'impôt sur le revenu), la société en cours de constitution devra communiquer les éléments relatifs aux garanties financières capacités dont elle disposera pour toute l'exécution du contrat.

Les candidatures en groupement sont admises. Le mandataire du groupement devra être solidaire de ses cotraitants. Une même entreprise ne pourra présenter à la fois une candidature individuelle et une ou plusieurs candidatures en groupement. Les groupements devront rester intangibles durant toute la durée de la consultation. En cas de réponse sous forme de groupement, l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus devra être fourni pour chaque entreprise de l'éventuel groupement. La lettre de candidature précisera l'identité du mandataire du groupement ; y seront joints les pouvoirs donnés au mandataire pour représenter ses cotraitants.

Les entreprises, qui souhaitent candidater sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques doivent, chacune pour ce qui la concerne, remplir et signer le DC1. Les autres pièces demandées seront fournies par chaque membre du groupement. Les entreprises ayant décidé de constituer un groupement de candidatures devront choisir l'un des prestataires du groupement, désigné dans le DC1 comme mandataire, pour les représenter vis-à-vis de l'autorité délégante ainsi que pour coordonner les prestations exécutées par les membres du groupement. La forme imposée, après attribution, sera le groupement solidaire. Sous réserve d'être habilité par ses cotraitants dans le DC1, le mandataire pourra signer la convention de délégation de service public au nom de l'ensemble des entreprises groupées. Selon le droit de la concurrence, le groupement d'entreprises ne doit pas porter atteinte aux règles de transparence et de libre concurrence. Cette exigence interdit aux entreprises concernées de présenter des offres à plusieurs titres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Tout document complémentaire pourra être adressé à la convenance du candidat, permettant à la commune d'apprécier au mieux les capacités professionnelles et techniques du candidat.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si la ville constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Elle pourra demander aux candidats n'ayant pas justifié de la capacité juridique leur permettant de déposer leur candidature de régulariser leur dossier dans les mêmes conditions. Elle en informera alors les autres candidats qui auront la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

## **SECTION IV : PROCÉDURE**

### **IV.1) Sans objet**

### **IV.2) Retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement sur le profil d'acheteur de la Ville à l'adresse électronique suivante, à compter du 24 février 2016 : <https://www.e-marches06.fr>.

Le dossier de consultation des entreprises précise les modalités de présentation des candidatures et des offres, lesquelles, s'agissant d'une procédure ouverte, seront remises simultanément dans les conditions précisées à l'article IV.3.

Le dossier de consultation des entreprises peut être retiré jusqu'à la date limite de dépôt des candidatures et des offres.

### **IV.3) Lieu de dépôt des candidatures et des offres :**

Les plis contenant respectivement la candidature et l'offre seront transmis dans une même enveloppe. Celle-ci sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou remis contre récépissé, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h hors jours fériés, **à l'adresse suivante :**

**Monsieur le Maire  
Direction de la Commande Publique  
12, Place du Général de Gaulle (2<sup>e</sup> étage)  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX**

L'enveloppe extérieure portera l'adresse ci-dessus, et fera figurer dans la partie supérieure gauche de l'enveloppe la mention suivante :

<b>VILLE D'ANTIBES DELEGATION DE SERVICE PUBLIC  Délégation de service public pour l'exploitation, l'entretien et la gestion du port de plaisance Vauban  NE PAS OUVRIR</b>
---

Sur l'enveloppe intérieure contenant les pièces de la candidature figureront seulement **le nom du candidat** ainsi que la mention « Pièces de la candidature ».

Sur l'enveloppe intérieure contenant les pièces de l'offre figureront seulement **le nom du candidat** ainsi que la mention « Pièces de l'offre ».

#### **IV.4) Conditions de délai :**

**Date limite de réception des dossiers :**

Jeudi 1<sup>er</sup> septembre 2016, à 12 h.

#### **IV.5) Langue(s) pouvant être utilisée(s) pour les candidatures :**

Français.

#### **IV.6) Critères de sélection des offres**

L'évaluation des offres sera réalisée selon les critères suivants, qui pourront le cas échéant être explicités dans le règlement de la consultation, sans ordre de priorité :

- Qualité du Service rendu et moyens mis en œuvre à cet effet (appréciée notamment au regard de la qualité de service associée aux nouvelles technologies ; de l'engagement en faveur du développement durable ; de l'animation et attractivité du port ; du respect absolu des règles en matière sociale, notamment envers les équipages) ;
- Qualité des aménagements et des travaux proposés en termes fonctionnel et architectural avec l'ensemble des investissements induits (appréciée notamment au regard de l'insertion paysagère et environnementale du futur nouveau port, notamment en liaison avec la vieille ville) ;
- Équilibre économique de la délégation (apprécié notamment au regard des prévisionnels d'exploitation et de leur crédibilité et des différents tarifs proposés) et montant des reversements à la commune proposés ;
- Qualité de la réflexion relative au lancement d'une étude chiffrée d'extension limitée des infrastructures de très grande plaisance dans le cadre d'une aide à la décision de l'autorité délégante sur les perspectives d'évolution portuaires.

### **SECTION V : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

#### **V.1) La convention s'inscrit dans un projet ou un programme financé par des fonds communautaire**

Non.

#### **V.2) Autre information**

**Retrait des formulaires :**

Les formulaires DC1, DC2, et NOTI2, sont disponibles sur internet par téléchargement gratuit sur le site <http://www.economie.gouv.fr>.

**Unité monétaire :**

L'euro.

**Visites :**

Quatre visites seront organisées en avril, mai, juin et juillet 2016, afin de permettre aux candidats d'appréhender pleinement les contraintes de la délégation. Les dates seront précisées dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

### **V.3) Procédure de recours**

**Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours :**

Tribunal administratif de Nice – 33, boulevard Franck Pilatte – BP 4179 – F-06359 Nice – E-mail : [greffe.ta-nice@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nice@juradm.fr) – Tél. : 04 92 04 13 13 – Fax : 04 93 55 78 31 – Adresse internet : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.

### **V.4) Date d'envoi du présent avis :**

17 février 2016.